



Ce que nous prépare le Medef avec la complicité du gouvernement

Augmentation de la pression fiscale sur les ménages



- Fin de la défiscalisation des heures supplémentaires.
- Modification du barème des indemnités kilométriques lors de la déclaration des frais réels lors de la déclaration de l'impôt sur le revenu.
- Intégration dans les revenus imposables de la part employeur de la cotisation mutuelle.
- Augmentation du taux de TVA

Pression à la baisse sur le travail et plus spécifiquement les salaires

Baisse du pouvoir d'achat des ménages



- Gel du point d'indice dans la fonction publique.
- Mise en place de l'ANI qui donne entre autre le droit à l'entreprise de baisser les salaires en cas de mauvaise conjoncture.
- Augmentation minimale du SM IC de 1,1 %.
- Appel du gouvernement aux entreprises pour qu'elles modèrent les augmentations salariales.
- Accord sur la formation professionnelle.

Une privatisation de notre modèle de protection sociale

- Diminution des allocations familiales.
- Diminution des aides pour garde d'enfants.
- Diminution des cotisations sociales sur les bas salaires qui baissent notre salaire socialisé et donc les prestations sociales de l'ensemble des français.
- Rallongement de la durée de cotisation pour avoir droit à la retraite.
- Doublement du délai d'accès aux allocations chômage pour les cadre à la recherche d'un emploi.



Démantèlement du système de protection sociale

Une baisse sans précédent des dépenses publiques

50 milliards de baisse des dépenses publiques d'ici 2017 réparties en :

- 18 milliards en moins pour le budget de l'Etat et ses agences.
- 11 milliards pour les collectivités territoriales.
- 21 milliards de moins pour la protection sociale dont 10 milliards sur la branche maladie et 11 milliards sur la gestion du système social.



Hausse des dépenses de santé et d'éducation pour les ménages

Des milliards d'euros de cadeaux pour les entreprises

Aux 200 milliards d'aides publiques et d'exonérations dont bénéficient les entreprises Hollande, il faut ajouter :

- Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) : coût estimé 20 milliards d'euros pour faire baisser la masse salariale des entreprises.
- La fin de la cotisation patronale concernant la branche famille de la Sécurité Sociale, soit -5,25 sur nos salaires bruts pour l'employeur.
- La suppression totale des cotisations sociales sur le SMIC.



Hausse des dividendes au détriment de l'emploi et des salaires